

LA UNE Le Père Noël n'aime pas les ordures

Noël est bien sûr d'abord une fête religieuse mais aussi pour tous une fête familiale. C'est enfin, il faut le dire, une période de profusion commerciale qui va à contre-courant de toutes les idées de durabilité : on achète et on jette en masse. Et si c'était le moment de passer vraiment à l'acte et de profiter des fêtes pour réfléchir à nos habitudes de consommation ?

Découvrez le tuto "[comment organiser un Noël plus écolo? 6 idées à tester et autres trucs et astuces utiles](#)" réalisé par l'ADEME. Comme le reste de l'année, les solutions ne manquent pas pour vivre un moment de fête plus écologique, sans nécessairement déroger aux traditions !

Le Club CITEO vous propose aussi [une page "Noël fait maison"](#) avec une sélection d'activités "Do It Yourself" (à faire soi-même) et astuces pour un Noël plus responsable. Avec en bonus, 7 tutoriels créatifs, 2 coloriages et un jeu à découvrir en famille.

La Semaine de la Réduction des Déchets, c'était du 18 au 26 novembre, mais pourquoi ne pas continuer ! La fin de la SERD marque aussi le [lancement du marché OFF à Strasbourg](#) : du 24 novembre au 24 décembre. Venez y découvrir une programmation éclectique : des concerts, des conférences, des spectacles, des ateliers et des animations en lien avec l'écologie, la solidarité, la consommation et le faire soi-même. Le Marché OFF est le lieu par excellence où l'on échange, recycle, chine et invente ce que Noël offre de différent, de solidaire et d'authentique !

Quelques sites vus sur le net et leurs dossiers pour un Noël sans déchets :

le site [passeport santé](#), le site [zéro gaspi](#), et en savoir davantage sur les initiatives zéro déchet, regardez le replay de "[Naturellement Moselle Objectif zéro déchet](#)".

Mais encore :

En ces temps de crise écologique et de baisse du pouvoir d'achat, la consommation est au cœur des préoccupations des familles. Les Associations Familiales Catholiques proposent des "[pistes de discernement](#)".

Bonnes fêtes de fin d'année à toutes et à tous!



ENVIRONNEMENT

Opération "Zéro déchet dans ma nature !"

La Région Grand Est encourage les opérations de nettoyage sur l'ensemble des espaces naturels du Grand Est. Elle met à disposition des volontaires (lycées, associations, etc.) des kits de nettoyage disponibles [sur inscription](#) et à récupérer dans l'une des 12 Maisons de Région présentes sur l'ensemble du territoire du Grand Est.

Lire [la communication régionale](#).

Télécharger [la plaquette d'information](#).

Biodiversité

Le 9 novembre 2023, la présidence du Conseil de l'Union européenne et les représentants du Parlement européen ont trouvé un [accord politique provisoire sur un règlement relatif à la restauration de la nature](#). Préserver la biodiversité, protéger les écosystèmes existants mais aussi réparer les dégradations déjà subies, tels sont les objectifs de la proposition européenne de règlement sur la restauration de la nature. Ce projet de texte européen doit néanmoins encore passer plusieurs étapes avant de pouvoir entrer en vigueur dans tous les pays de l'UE. Le texte prévoit la restauration de 20% au moins des terres et des mers de l'Union européenne d'ici à 2030, et de tous les écosystèmes dégradés d'ici à 2050. [Lire l'article](#).

On pourra lire par ailleurs le [programme de travail de la Commission européenne](#) pour 2024. Celui-ci est le dernier de son mandat, avant les élections européennes de juin prochain.

Qualité de l'air, efficacité énergétique, mobilités...

Destinés à accompagner les villes européennes, les projets du programme européen Phare (2014-2020) ont apporté certaines solutions innovantes. La Cour des comptes européenne a publié un [premier bilan du programme Phare d'Horizon 2020 sur les villes intelligentes](#).

La [ville intelligente](#) est un concept de développement urbain. Son objectif est d'améliorer la qualité de vie des citoyens à l'aide de nouvelles technologies qui s'appuient sur un écosystème d'[objets](#) et de services. Ce nouveau mode de gestion des villes inclut notamment des infrastructures publiques (bâtiments, mobiliers urbains, domotique...), des réseaux (eau, électricité, gaz, télécoms), des transports (transports publics, routes et voitures intelligentes, covoiturage, mobilités dites douces - à vélo, à pied...), des e-services et e-administrations. En France, Dijon, Lyon, Nantes et Nice sont dans le programme Phare, la ville de Bordeaux y étant associée.

Un autre dispositif européen, porté par la mission "[Villes intelligentes et neutres pour le climat](#)", vise à rendre 100 villes neutres pour le climat et "intelligentes" d'ici à 2030. En France, il s'agit d'Angers, Bordeaux, Dijon, Dunkerque, Grenoble, Lyon, Marseille, Nantes et Paris.

La Cour des comptes européenne recommande une meilleure harmonisation et communication respective sur ces deux dispositifs.

CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESER GRAND EST)

Le CESER Grand Est a remis à la Région et rendu public les 9 et 10 novembre 2023 pas moins de 10 rapports et avis dont ceux portant sur les finances régionales. Tour d'horizon...

Les Fonds Européens : complexité et opportunités

Les politiques de cohésion de l'Union européenne et la Politique Agricole Commune (PAC) jouent un rôle essentiel dans le développement des États membres et des régions européennes. Ces politiques sont mises en œuvre via le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), le Fonds Social Européen (FSE+), le Fonds pour une Transition Juste (FTJ) et le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

En France, ces fonds sont cruciaux, cofinçant un projet toutes les 3 minutes. Dans le Grand Est, plus de 110 000 projets ont bénéficié de ces fonds depuis 2014. Pour la période 2021-2027, la région est dotée d'une enveloppe de plus de 1,1 milliard d'euros. Ces fonds sont intégrés dans le budget régional, soutenant ainsi la politique d'investissement. Lire [le rapport](#).

Analyse des Finances Régionales

Le CESER Grand Est réalise chaque année une analyse des finances régionales, couvrant la période 2016-2022. Cette analyse rétrospective et prospective offre un éclairage sur l'évolution des recettes, des dépenses et de l'endettement de la région, tout en identifiant les défis et les opportunités à venir.

Le CESER recommande vivement la mobilisation optimale des fonds européens, représentant une ressource financière cruciale pour la région. Il insiste sur la nécessité d'un soutien financier adapté à toutes les composantes du territoire, compte tenu des défis économiques croissants auxquels la région est confrontée. Lire [l'avis](#).

Budgets régionaux

Le CESER a rendu son [avis](#) relatif à la Décision Modificative n°2 pour l'année 2023 (DM2 2023) ainsi que sur les [Orientations budgétaires](#) (OB) 2024. Les OB définissent les grandes orientations de la stratégie déployée par l'exécutif régional. Le CESER aurait souhaité davantage de lisibilité quant à la déclinaison des 5 priorités définies par le Conseil régional pour la mandature en lien avec ces axes budgétaires.

Le CESER propose une analyse comparative des 13 régions métropolitaines. Cette étude, basée sur [20 indicateurs](#) étendus, explore des domaines au-delà des compétences obligatoires de la Région, offrant ainsi un aperçu de la position du Grand Est et mettant en lumière diverses réalités. Trois grands témoins ont été sollicités : Catherine Barthélémy, Présidente du directoire [MANULOC](#), Emmanuelle Beyer, Présidente de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire ([CRESS](#)) Grand Est, et Arnaud Schwartz, représentant de France Nature Environnement ([FNE](#)) au [Comité Economique et Social Européen](#).

Transports

Les CESER des Hauts-de-France et du Grand Est ont collaboré pour aborder les enjeux communs, liés en particulier à l'objectif de décarbonation des transports de marchandises d'ici 2050 (Green Deal européen). Fortes de similitudes sociales, économiques, démographiques, environnementales et géographiques, les deux régions cherchent des solutions innovantes au-delà de leurs frontières traditionnelles. Lire [le rapport et avis](#).

Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales 2023-2028

Le Schéma rend compte du travail colossal à accomplir et de la nécessité de coopérer entre les différents acteurs (financeurs, professionnels, institutionnels, partenaires sociaux, apprenants, usagers) sans pour autant oublier la nécessité de coordonner les différentes actions et de se coordonner. N'est-ce pas l'utilisateur qui est au centre de cette coordination, n'est-ce pas l'utilisateur qui a besoin de réponses efficaces ? La qualité des formations, l'amélioration des conditions de travail pour le personnel sanitaire et social ainsi qu'une rémunération à la hauteur de leur investissement ne peuvent que contribuer à répondre efficacement aux besoins de l'utilisateur. Des besoins en santé et en soins qui évoluent et auxquels il faudra s'adapter. C'est l'enjeu du Schéma pour les cinq années à venir. Lire [l'avis](#).

Le numérique responsable

L'impact environnemental du secteur numérique n'est pas du tout anodin et surtout, il est multiforme (gaz à effet de serre mais aussi pollutions diverses, tensions sur les métaux dont certains sont en cours de raréfaction, problème difficile du recyclage des alliages constituant les équipements, ...). Il s'accroît à une vitesse effrénée, avec la multiplication des équipements, des infrastructures, des serveurs et des objets connectés, les usages dont certains sont énergivores (streaming depuis une connexion 4G ou 5G de son smartphone). Peu connue du grand public, c'est l'étape de la fabrication qui est la plus impactante au cours du cycle de vie du numérique. L'enjeu est de maîtriser la consommation exponentielle du numérique, autant en raison des tensions sur les métaux, dont certains sont rares et soumis à un monopole de commercialisation, que des émissions des gaz à effet de serre, car, comme l'indique France Stratégie par le titre même de son rapport "le progrès technologique n'y suffira pas". Lire [le rapport et avis du CESER](#).

Vie bonne en zone rurale peu dense

Les mutations économiques et sociétales, et les politiques publiques les accompagnant, ont contribué à la métropolisation, à l'étalement urbain, et au déclin de certaines parties de nos territoires. Aujourd'hui, face aux conséquences sociales, face à l'insoutenabilité écologique d'un tel processus d'aménagement – ou de désaménagement pourrait-on dire – des territoires, de plus en plus d'acteurs semblent prendre conscience de l'urgence de dessiner un autre avenir pour nos territoires ruraux. Lire [le rapport et avis](#).

Le représentant des familles au CESER, Daniel Fontaine, a émis des réserves sur le rapport, trouvant les préconisations "soit inadaptées, soit trop mièvres". Vous pouvez trouver sa déclaration en page 127.

Stratégie régionale pour l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation

Les deux axes forts du schéma (SRESRI) : territorialiser l'Enseignement Supérieur et répondre aux besoins des filières stratégiques, peuvent freiner le développement d'une recherche d'excellence tournée vers l'avenir. Le CESER constate une difficulté à se projeter dans l'avenir à travers ce schéma qui n'anticipe pas assez les besoins de demain et ne propose aucune vision à long terme. L'ensemble des transitions, notamment numériques (l'intelligence artificielle, la cybersécurité...), et leurs impacts potentiels ne sont pas suffisamment pris en compte dans le document. Par ailleurs, l'absence de référence aux 17 objectifs de développement durable (ODD) dans ce schéma interpelle. Lire [l'avis](#).

Du côté des Conseils de développement

Du 13 au 15 novembre, Nancy a accueilli les 14^{èmes} [Rencontres nationales des conseils de développement](#), un événement majeur qui a réuni 260 participants venus de 76 Conseils de développement de toute la France. Les échanges, débats et réflexions ont porté sur le thème crucial de la démocratie au quotidien et la manière de réconcilier la représentation et les citoyens, tout ceci dans une ambiance conviviale.

Le Conseil de développement durable du Grand Nancy (C3D), constitué de 110 citoyens bénévoles, qui accueillait cet événement national, a été saisi par la Métropole d'une demande de contribution sur les "changements de comportements en mobilités", préalable à la mise en place de Zones à faible émission (ZFE-m) prévue en 2025 (voir ci-dessous).



CLIMAT

Rapport Pompili

La transition écologique fait l'objet d'attentes fortes de la part de nos concitoyens désireux que des politiques ambitieuses soient menées pour limiter les conséquences dommageables du changement climatique, des pollutions et de la perte de biodiversité. Cette transition suscite aussi des peurs chez les Français, inquiets d'une éventuelle remise en question de leur mode de vie. Les zones à faibles émissions font partie de ces politiques ambivalentes. Alors qu'elles ont pour objectif d'améliorer la qualité de l'air - les effets nocifs de la mauvaise qualité de l'air sur la santé étant bien établis, il leur est reproché de porter atteinte à la liberté de déplacement des personnes. Une objection fréquente est que les ménages modestes n'ont pas les moyens de remplacer leur véhicule diesel ancien par un véhicule électrique et, faute de transports publics à proximité de leur domicile, n'ont souvent pas de solution alternative.

Pour rechercher les moyens d'améliorer l'acceptabilité des zones à faibles émissions (ZFE) en France, la méthode de la mission confiée à Barbara Pompili ([rapport publié le 6 novembre 2023](#)) a consisté à étudier les ZFE mises en place dans d'autres pays européens et à identifier les bonnes pratiques.

L'air et la santé

La mauvaise qualité de l'air a des effets néfastes sur la santé : elle provoque des décès prématurés, des affections cardio-respiratoires et des maladies telles que l'asthme, ainsi que des naissances prématurées. Elle constitue également un facteur aggravant pour les allergies respiratoires. Les effets sont visibles aussi bien sur le court terme que sur le long terme. Voir [les études menées par Santé publique France](#).

Les montagnes face au changement climatique

"En haute montagne, l'épaisseur moyenne de neige en hiver à basse altitude diminuera probablement de 10 à 40% en 2031-2050 par rapport à 1986-2005, quel que soit le scénario d'émissions", indique le GIEC. La hausse des températures a atteint des records en montagne pendant l'été 2023. Canicule, fortes pluies, baisse de l'enneigement, érosion, éboulements... Les territoires de montagne sont les premiers à subir les effets du réchauffement climatique. L'impact sur la nature et les activités humaines s'accélère. Comment les protéger ? [Lire l'article](#).

Les forêts face au changement climatique

L'ampleur exceptionnelle des feux de forêts en 2022 a relancé les débats sur la sauvegarde des forêts en France. Face notamment aux effets du changement climatique, la forêt est confrontée à différents types de problèmes. Pourtant, la forêt tient une place centrale dans la sauvegarde de l'environnement. Dans son dernier [inventaire forestier national](#) (IFN) d'octobre 2023, l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) constate une mortalité en hausse de 80% en dix ans : de 7,4 millions de mètres cube par an (Mm3/an) entre 2005 et 2013, cette mortalité est passée à 13,1 Mm3/an entre 2013 et 2021. Les crises se multiplient. [Lire l'article](#).

Plus de dix millions de maisons individuelles menacées

L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (national) s'est tenue le 14 novembre 2023, avec à l'ordre du jour, la question suivante : "Face au changement climatique, accélérer une adaptation systémique et juste". L'avis formule en matière de solidarité, un certain nombre de préconisations intéressantes et concrètes, telles que la mise en place d'outils de mutualisation des coûts. Elles devront se traduire rapidement dans les politiques budgétaires. L'avis souligne l'enjeu majeur de l'articulation entre l'échelon national et l'échelon local. Pour prendre un exemple touchant particulièrement les familles, le "retrait-gonflement des argiles" est un phénomène visible de l'intensification des risques : ces mouvements de terrain provoqués par les variations d'hygrométrie fissurent le bâti et le rendent parfois inhabitable, menaçant plus de 10 millions de maisons individuelles en France. Les solutions sont ici à la fois locales et nationales. Le groupe Familles de l'Unaf a voté cet avis pour faire face au changement climatique. [C'est à lire ici](#).

L'empreinte carbone de notre consommation

9,2 tonnes équivalent CO₂, c'est l'empreinte carbone d'un Français en 2022. Plus de la moitié (56%) correspond à des gaz à effet de serre (GES) émis à l'étranger pour produire des biens et des services consommés en France ([empreinte carbone de la France de 1995 à 2022](#)). Le [blog](#) de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) apporte des éléments sur le lien entre empreinte carbone et consommation des catégories de ménages. L'empreinte carbone varie notamment selon le revenu, le lieu d'habitation, la disponibilité des transports publics, les moyens de chauffage (fioul, gaz ou électricité). Mesurer les émissions de CO₂ permet de répartir les efforts selon les types de ménages et d'adapter les mesures d'accompagnement. [Lire l'article](#).



CONSOMMATION

L'information du consommateur

L'information du consommateur sur la qualité des aliments est au cœur des préoccupations européennes et françaises. Un [rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux \(CGAAER\)](#) des services du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire s'interroge toutefois sur la pertinence et la multiplication des informations concernant les étiquetages des produits alimentaires. [Lire l'article](#).

Refashion : l'économie circulaire dans l'habillement (source : [Zig et Zag Info](#))

Après l'instauration d'un bonus réparation dédié à la remise en état des appareils électroniques et électriques, le gouvernement a annoncé étendre ce principe au textile en vue de conserver les vêtements et chaussures plus longtemps. Alors que 700 000 tonnes de vêtements sont jetées à la poubelle chaque année, l'objectif de la mesure est de lutter contre le gaspillage et de promouvoir l'économie circulaire. Pour bénéficier de ce bonus, la réparation doit être effectuée par un artisan couturier ou cordonnier labellisé par [Refashion](#). En septembre, près de 900 artisans français avaient créé un compte auprès de l'organisme. [Lire l'article](#).

Lire [la déclaration du ministre](#) Christophe Béchu appelant à un Green Friday !

Des appels à projets (concours) pour les jeunes

Conçu par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), en partenariat avec la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, le Prix ALIMENTERRE offre un outil de mobilisation du public jeune (14-25 ans) en faveur du développement de modèles agricoles et alimentaires vertueux, plus durables et plus solidaires. Le concours d'initiatives (réalisation de vidéo, organisation de conférences, accueil ou réalisation d'une exposition, animation dans un établissement, passage de la cantine en bio et équitable, réalisation d'ateliers, création de filières locales et équitables, échanges avec des acteurs internationaux, etc.) est ouvert jusqu'au 15 mars 2024. Toutes les informations sont disponibles et détaillées sur le [site du Prix Alimenterre](#).

La 10^{ème} édition du concours *La Social Cup*, concours pour les 18-30 ans qui inventent des solutions aux enjeux sociaux et environnementaux, a débuté le 18 novembre 2023. Pour tout savoir sur ce concours et candidater, cliquez [ici](#) !

Electricité : allons-nous passer l'hiver ?

La crise énergétique a fait peser des incertitudes sur la sécurité d'approvisionnement en électricité dès l'automne 2022. La France a réduit sa consommation électrique de 9% l'hiver dernier en raison des efforts de sobriété. Comment s'annonce la sécurité de l'approvisionnement électrique pour l'hiver 2023-2024 ? Le Réseau de transport d'électricité (RTE) gère le réseau public de transport d'électricité haute tension en France. Ses "[Perspectives pour la sécurité d'approvisionnement de l'hiver 2023-2024](#)" révèlent "une situation en nette amélioration par rapport à l'hiver dernier si les efforts de consommation se poursuivent". [Lire l'article](#).

Lettre ouverte

[Le chèque énergie](#), une assistance financière destinée aux ménages à revenus modestes, vise à faciliter le règlement des diverses factures d'énergie, couvrant ainsi le gaz, l'électricité, le fioul, le bois, etc. Dans une [lettre ouverte](#) adressée à la Première Ministre, cosignée par plusieurs fédérations d'associations familiales, caritatives et de consommateurs, celles-ci plaident en faveur d'une revalorisation du chèque énergie, soulignant la hausse des dépenses énergétiques.

Le Médiateur national de l'énergie constatait dès l'hiver dernier que 89 % des foyers interrogés étaient préoccupés par leur consommation d'énergie. Il indique également que 69 % déclarent avoir réduit le chauffage domestique pour éviter l'envolée de leurs factures. Près d'un tiers (27%) des personnes interrogées précisent qu'elles ont rencontré des difficultés pour payer leurs factures, tandis que 22 % déclarent avoir souffert du froid au cours de l'hiver précédent. Avec la fin des tarifs réglementés du gaz depuis juillet 2023, et l'augmentation de 10 % du tarif réglementé de l'électricité au 1^{er} août dernier, l'hiver qui arrive pourrait bien se révéler être une véritable épreuve pour de nombreux foyers. [Lire l'article](#).

Une coopérative funéraire à Strasbourg

L'association *Maintenant, l'après...* œuvre pour offrir un autre regard sur la mort. Le 2 novembre 2023, elle a créé la [coopérative funéraire Akène](#) à Strasbourg, inspirée des modèles existants au Québec. Elle propose un service de pompes funèbres "ouvert à toutes et tous, respectueux des personnes disparues, de leurs proches et de l'environnement". Son approche se veut donc résolument plus éthique et écologique. La coopérative a lancé une campagne de financement participatif sur [la plateforme Okoté](#). Elle souhaiterait créer un fonds de solidarité pour rendre les obsèques accessibles à toutes et tous, notamment aux personnes en situation de précarité. [Lire l'article](#) de la Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est.

Les Jeux à moins de 250 jours

La question de l'héritage des Jeux Olympiques de Paris est devenue clé en tant que "condition majeure d'acceptabilité", selon le rapport de la [Cour des comptes 2023](#). Au-delà, les JOP 2024 pourraient aussi avoir vocation à être un levier de transformation politique, économique et sociale pour la France à un horizon de long terme. Est-ce le cas ? [Lire l'article](#).



LOGEMENT

Les territoires sous tension

En France, le constat est implacable : tous les territoires sont confrontés à une crise du logement accrue. "Le découplage des prix et des revenus entraîne une financiarisation du logement problématique. Le modèle économique de la production de logement de ces 20 dernières années est obsolète", expose Alexandre Coulondre, chercheur associé au Lab'Urba de l'université Gustave-Eiffel. Conséquence : dans les territoires sous tension, l'accession à la propriété est devenue presque impossible pour les ménages, les prix des locations s'envolent et de plus en plus d'administrés se retrouvent confrontés à des conditions de logement indignes, voire à la rue. Si certains élus appellent à une construction rapide de logements, d'autres pointent la question de l'étalement urbain et la permanence d'un modèle non durable qui alimente cette crise. Lire [l'article](#).

L'ANRU plébiscitée par les maires

De 2004 à 2021, la rénovation urbaine a représenté "50 milliards d'euros de travaux partout en France, 40.000 emplois dans le bâtiment pendant 10 ans, 6 milliards d'euros de cotisation et 4 milliards d'euros de TVA", fait valoir Catherine Vautrin, présidente de l'Anru depuis 2022. À l'occasion d'une conférence organisée le 23 novembre au Congrès des maires, un bilan des 20 ans de l'agence nationale de rénovation urbaine a été dressé. Depuis 2003 et sa création par Jean-Louis Borloo, alors ministre délégué à la Ville, celle-ci a participé à 28.950 opérations avec le plan national de renouvellement urbain (PNRU), qui ont fait l'objet d'un investissement total de 48,4 milliards d'euros, dont 11,2 milliards d'euros de subventions. 385 conventions de rénovations au bénéfice de 546 quartiers ont ainsi été signées avec des communes.

Au-delà du logement, l'Anru a permis de financer 2.346 équipements publics entre 2004 et 2021. L'exemple d'une école transformée "en maison des arts avec un auditorium" à Allonnes (Sarthe) a notamment été cité. Un projet situé "au cœur d'un quartier prioritaire et grâce à ce bel équipement, nos cinq écoles élémentaires ont des classes orchestre", se félicite Gilles Leproust, maire communiste de cette ville en périphérie du Mans et président de l'association *Ville et Banlieue*. Lire [l'article](#).

Territoires

La cérémonie des *Trophées des collectivités* a eu lieu le 16 novembre, à l'Aronde Riedisheim (Haut-Rhin, Alsace), en présence du grand témoin François Baroin, ancien ministre, maire de Troyes, président de Troyes Champagne Métropole et Président d'Honneur de l'Association des Maires de France. Organisé par le journal L'Alsace et les DNA, avec la Collectivité européenne d'Alsace, cet événement consacrait les initiatives les plus innovantes des communes et des communautés d'agglomérations. La liste complète des collectivités lauréates et de leurs initiatives récompensées, c'est [sur le site de la Collectivité européenne d'Alsace](#).

L'évènement *Lauriers des collectivités locales*, dans les Vosges, récompense également chaque année les communes et intercommunalités de ce département à travers leurs réalisations innovantes, dont l'Association des Maires des Vosges (AMV 88) est partenaire.

SANTE

Déserts médicaux : le Département agit pour l'accès aux soins en Meurthe-et-Moselle

Le Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle renforce son partenariat avec l'[association AD2S \(Accès aux Droits – Santé et Solidarité\)](#) qui propose une offre de [Garantie Santé](#) accessible aux plus démunis et aux publics jeunes. Il développe également l'action [E-54 Santé](#) (sur le modèle de [E-Meuse Santé](#)), plateforme numérique qui vise à lutter contre les déserts médicaux en favorisant l'accès aux soins et la continuité du parcours de santé des usagers/patients, et en améliorant la coordination des acteurs-professionnels de santé et du médico-social.



EMPLOI

Métiers en tension

Ouvriers qualifiés, techniciens du BTP et de l'industrie... En 2022, huit métiers sur dix connaissent des tensions de recrutement. Les forts besoins de recrutement et le manque de main d'œuvre disponible sont pointés par la récente étude de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares). En 2022, alors que l'activité économique a retrouvé un dynamisme après la crise sanitaire liée au Covid-19, la Dares observe un niveau de tension inédit depuis 2011. C'est ce que révèle l'[étude de la Dares publiée en novembre 2023](#) qui analyse les secteurs concernés et les causes des difficultés à recruter.

Appels à projets : derniers jours !

L'Unité FSE de la DREETS Grand-Est lance plusieurs [appels à projets](#) :

AAP Priorité 2, objectif spécifique A, destiné aux jeunes de moins de 30 ans confrontés à des difficultés d'insertion et/ou de maintien dans l'emploi ;

AAP Priorité 2, objectif spécifique F, qui vise le cofinancement de la fonction de "référént mobilité longue" dans les CFA du Grand Est ;

AAP Priorité 4 afin de soutenir les actions régionales en faveur de l'égalité femmes/hommes et la lutte contre les discriminations.

Droits des femmes

Le Gouvernement a lancé, à la veille de la [Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes](#) (25 novembre) [une campagne de sensibilisation contre les violences sexistes et sexuelles dans les transports en commun](#). Le site arretonslesviolences.gouv.fr oriente vers des numéros d'appel ou la plateforme de signalement en ligne. La DREETS du Grand Est est impliquée dans ce combat à travers [plusieurs actions](#). Depuis octobre 2023, les hôpitaux franciliens offrent la possibilité de déposer plainte sur place, sans avoir à se rendre au commissariat. [Lire l'article](#).



EDUCATION

Des BD qui font bouger... les mentalités

Après la réalisation d'un 1^{er} tome visant à lutter contre la sédentarité auprès du jeune public et à inciter les enfants à retrouver le chemin des clubs, la bande dessinée "Till & Fire" revient pour un second tome sur les thématiques : handicap, harcèlement et discrimination dans le sport. Découvrez [tous les détails sur ces ouvrages](#) ludiques mais aussi pédagogiques.

Les collectivités locales et l'école

En 2022, la France a consacré 180,1 milliards d'euros (Md€) à l'éducation (environ 7% du PIB). Les collectivités locales ont assuré 22,7% de cette dépense (40,9 Md€). Elles contribuent aux dépenses de restauration, d'hébergement et de transport scolaires et prennent en charge la quasi-totalité des dépenses de fonctionnement et d'investissement. Dans une publication datée d'octobre 2023, l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL) dresse un [bilan des investissements scolaires des collectivités locales en 2022](#). [Lire l'article](#).

Tous droits ouverts

Un [rapport publié en octobre 2023](#) fait une analyse de l'expérimentation de la démarche "Tous droits ouverts" (TDO) menée de mars à août 2023 dans neuf académies volontaires. Le dispositif vise à aider les jeunes en décrochage scolaire. [Lire l'article](#).

Les mineurs dans les émeutes

Au total, 1 180 mineurs ont été identifiés par la justice comme auteurs d'infractions lors des émeutes du début de l'été 2023, selon les chiffres de la Chancellerie. Parmi eux, 59% étaient âgés de 16 et 17 ans, et 40% étaient âgés de 13 à 15 ans, en écrasante majorité des garçons (96%). La moitié des infractions commises sont des atteintes aux biens (comme des pillages de magasins) et ils sont très peu concernés par les dégradations de biens publics comme les mairies et écoles (2-3% environ). Quelque 60% des mineurs présentés à la justice étaient issus d'une famille monoparentale.

Le rôle des grands parents

Les vacances de Noël approchent. En cette période, beaucoup de grands-parents s'affairent à garder leurs petits-enfants. D'après l'IFOP, ils consacrent en moyenne 21 jours par an à s'occuper des enfants de leurs enfants, une tâche pas toujours simple. Jean-Philippe Vallat, directeur des études et des politiques familiales à l'Unaf, est intervenu dans "le Téléphone sonne" sur France-Inter à ce sujet. [Réécouter le podcast](#) (35 minutes). On rappelle que, en 2020, l'Unaf a publié [une étude sur le rôle des grands-parents dans la vie familiale](#), s'appuyant sur les réponses de 17 000 familles.

Les droits de l'enfant

Dans son [rapport annuel sur les droits de l'enfant](#), le Défenseur des droits met l'accent sur la nécessité de donner aux enfants l'accès aux loisirs, au sport et à la culture. Il propose, en particulier, de développer la pratique du sport à l'école et rappelle l'importance des loisirs pour leur bien-être.

Le harcèlement scolaire

Chaque année entre 6 et 10% des élèves, soit entre 800 000 et 1 million d'élèves, seraient victimes de harcèlement, selon les chiffres de la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO). Quels outils sont mis en place pour lutter contre ce phénomène ? Comment prévenir, détecter et traiter ces violences ? Lire [la déclaration de la Première Ministre](#), le 9 novembre 2023.

Les violences sexuelles faites aux enfants

Forte de 30 000 témoignages, la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) a rendu public son [rapport](#) le 17 novembre 2023. Celui-ci préconise 82 mesures pour mieux protéger les enfants.

Lutte contre le racisme et l'antisémitisme

La Licra Nancy a sensibilisé une centaine d'enfants à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme à l'occasion du Séminaire des Conseils d'enfants et de jeunes des villes de la Métropole du Grand Nancy. La thématique générale de cette année était les droits de l'enfant.

Espaces de rencontre

Les Espaces de Rencontre restent trop peu connus et surtout trop peu utilisés par les familles avant la cristallisation d'un conflit. L'Udaf de la Marne et ses partenaires ont fait connaître leurs missions auprès des familles par une Conférence-théâtre "[Amour, désamour, la place de l'enfant dans la séparation parentale](#)", qui a réuni plus de 120 professionnels.

En bref, mais important

François Héran, président du conseil d'orientation du Musée national d'histoire de l'immigration (Palais de la Porte Dorée), présente à l'occasion du débat sur le projet de loi Darmanin [les vérités et contrevérités sur l'immigration en France](#).

Le 1^{er} décembre, à Châlons-en-Champagne, la Journée régionale du réseau des professionnels du DSU en Grand Est porte sur le thème : "Quelle écoute et quel pouvoir d'agir des habitant.es face aux points de deal en pieds d'immeubles ? ", avec Michel Kokoreff, professeur d'Université, auteur de [Usages et trafics de drogues en milieux populaires](#).

L'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) propose un [webinaire](#) le 11 décembre 2023: "Se saisir du droit pour lutter contre les discriminations...Est-ce vraiment utile ?".

Retrouvez [ici toutes les actualités de l'Unaf](#) et de son réseau.